



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Communiqué du Conseil permanent de la Conférence épiscopale centrafricaine : « nous sommes dans une prison à ciel ouvert, pris en otages par les violents »

Bangui (Agence Fides) – « La République centrafricaine est une prison à ciel ouvert, où la liberté de mouvement est conditionnée tout comme celle d'expression » dénonce un communiqué du Conseil permanent de la Conférence épiscopale centrafricaine envoyé à l'Agence Fides.

Le document dénonce les violences commises par les différents groupes armés qui sévissent dans le pays, à savoir « la LRA (Armée de résistance du Seigneur d'origine ougandaise) qui opère depuis des années dans l'est du pays, les antibalakas qui persécutent la population civile et les anciens membres de la coalition Seleka, appuyés par des mercenaires tchadiens et soudanais, déterminés à reconquérir le pouvoir par la force ».

L'Eglise n'a pas été, elle non plus, épargnée par la violence, rappelle le message, qui condamne avec fermeté « la tentative d'enlèvement du Curé de Kembé de la part d'anciens membres de la coalition Seleka basés à Dimbi, l'enlèvement de l'Evêque de Bossangoa et de trois de ses prêtres et le meurtre horrible du Père Christ Forman Wilibona du Diocèse de Bossangoa (voir Fides 24/04/2014) ».

Afin de rétablir l'ordre, les Evêques demandent le désarmement des groupes illégaux et le rétablissement des forces armées nationales avec l'aide des forces internationales présentes dans le pays.

La crise dramatique ayant commencé en décembre 2012 a produit, rappellent les Evêques, 838.000 évacués dont 313.094 se trouvent regroupés au sein de 66 camps dans la seule capitale, Bangui, alors que 17.865 personnes ont trouvé refuge ailleurs en Centrafrique et 245.868 dans les pays voisins sachant que 31.196 étrangers ont quitté le pays.

Le communiqué dénonce enfin le fait que l'instabilité ait accru l'exploitation illégale des ressources du pays, allant du bois à la faune (en particulier les éléphants, victimes des braconniers, et les élevages des peuls, musulmans chassés par les milices antibalakas), de l'or aux diamants de la part de ceux qui alimentent le conflit. « Nous avons besoin de la solidarité internationale pour faire face à la pire crise de notre histoire mais ceci ne nous enlève pas notre responsabilité en tant que citoyens. Cette déclaration se veut un appel au Président, au gouvernement de transition et aux forces internationales qui ont reçu mandat des Nations unies » conclut le Message. (L.M.) (Agence Fides 12/05/2014)